DOCUMENTS

MODULE: ASIE

SOUS-MODULE N°2: LA CHINE

CHAPITRE 2: ENJEUX ET DEFIS DE L'AVENIR


Marc Bertrand / Challenges

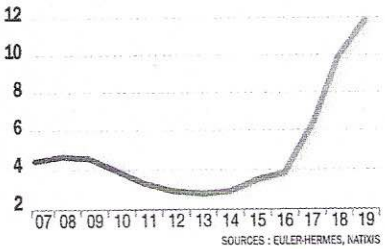
PATRICK ARTUS
Directeur de la recherche de Natixis.

La fragilité des entreprises chinoises, un danger planétaire

Incapable de répercuter la hausse des salaires dans leurs prix de vente, les multinationales chinoises voient leurs marges s'effondrer. Et les faillites se multiplient.

Un train peut en cacher un autre. Lorsqu'on aborde les défis économiques auxquels la Chine est confrontée, l'essentiel de la discussion tourne autour du changement de modèle opéré par Pékin depuis plusieurs années déjà. Pour des raisons à la fois sociales et économiques – notamment la nécessité de restructurer l'industrie lourde –, les dirigeants chinois ont, en effet, décidé de faire basculer une économie industrielle exclusivement tirée par les exportations vers un système fondé sur la demande intérieure et les services, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié du PIB et qui croissent de plus de 7% par an. Si l'impact négatif de ce *new deal* sur la croissance mondiale constitue un fait avéré, l'économie chinoise doit aussi faire face à une autre menace qui pourrait à terme la déstabiliser très profondément. Avec le vieillissement de sa population, le pays se retrouve confronté à une pénurie de main-d'œuvre. Fort logiquement, ce phénomène aussi massif qu'inéluctable à court et à moyen terme provoque une forte tension sur le marché du travail et entraîne une hausse de 12% des salaires et de 7% des coûts salariaux unitaires chaque année, ainsi que l'envolée du coût unitaire de production.
Or, comme les entreprises doivent faire face à des surcapacités de production, celles-ci ne peuvent pas répercuter des hausses de salaires aussi fortes dans leurs prix de vente, qui n'augmentent, eu, que de 2% par an. Du coup, nombre de sociétés subissent un écrasement violent de leurs marges bénéficiaires et donc de leur profitabilité.

Nombre de défaillances d'entreprise en Chine (en milliers)



SOURCES : EULER-HERMES, NATIXIS

La hausse des défaillances d'entreprise pourrait fragiliser tout le système financier chinois, donc sa croissance.

Pour ne rien arranger, cette contraction des marges s'accompagne d'une détérioration de la solvabilité des entreprises ainsi que d'une hausse de leur taux d'endettement. Au point que celui-ci dépasse les 150% du PIB en Chine, contre 70% en France. Autre nouvelle inquiétante : les entreprises n'utilisent pas leurs lignes de crédit pour financer des investissements. D'ailleurs, ceux-ci stagnent, ce qui compromet tout espoir d'amélioration de la productivité. En réalité, l'essentiel du financement bancaire couvre des besoins en fonds de roulement en croissance constante. Pire, selon certaines études, 40% des entreprises ne survivraient pas sans le soutien artificiel d'un système bancaire chinois, toujours sous la tutelle des autorités politiques. Mais alors que les incidents de paiement se sont multipliés ces dernières années, cette politique n'est pas tenable à long terme. Autrement dit, la Chine pourrait faire face à des faillites d'entreprises en cascade. Ce qui fragiliserait son système financier, pénaliserait sa croissance et par ricochet, l'économie mondiale. ■

2

La grande pauvreté rurale en voie de disparition en Chine

L'objectif d'une « victoire complète dans la lutte contre la pauvreté » en 2020, ne sera pas retardé, malgré le Covid-19. Le moment est venu d'inviter les journalistes dans les provinces les plus reculées.
Journal Le Monde, 23/11/2020
Par Frédéric Lemaitre(Gansu)

Situé en pleine montagne, dans le village de Shanbei, à l'extrémité sud de la province du Gansu, l'hôtel de luxe n'accueillera ses premiers clients qu'en mai 2021. La route qui y mène n'est d'ailleurs pas encore tout à fait achevée. Dans la plaine, les immeubles ne sont pas terminés non plus. Au rez-de-chaussée, la moitié des commerces restent inoccupés et la crèche n'est toujours pas ouverte. Mais peu importe, le temps presse. Le 6 mars, le président chinois, Xi Jinping, a été très clair : malgré le Covid-19, « la victoire complète dans la lutte contre la pauvreté », officiellement lancée en 2014, ne saurait souffrir d'aucun retard. Officiellement, il ne devrait donc plus y avoir de pauvres en Chine le 31 décembre 2020. Selon les chiffres officiels, il y en avait 98,99 millions fin 2012 et encore 5,5 millions fin 2019. Alors que le Parti communiste chinois va fêter en grande pompe son centième anniversaire en 2021, l'enjeu politique est majeur.
Même si nombre de chantiers restent inachevés, le moment est venu d'inviter les journalistes dans les provinces les plus reculées afin qu'ils y admirent les progrès réalisés. En doublant, sur les routes du Gansu, des vieillards tirant à bout de bras de lourdes charrettes chargées de fruits ou de vieux cartons, on a bien quelques doutes, mais les innombrables grues et toupies à béton aperçues le confirment : la Chine ne lésine pas sur les moyens pour désenclaver cette province montagneuse, coincée entre le plateau du Tibet et celui de Mongolie intérieure, et reloger dans les villes les paysans accrochés jusqu'ici à des terres ingrates.
En Chine, la pauvreté répond à plusieurs critères. Le premier est le revenu. Est pauvre celui qui, en 2020, dispose d'un revenu annuel inférieur à 4 000 yuans (514 euros). Par ailleurs, la Chine s'engage à ce que les pauvres puissent se nourrir et se vêtir et qu'ils bénéficient de « trois garanties » : l'accès à une éducation obligatoire, à des services médicaux de base et à un logement. Selon Liu Yongfu, directeur du bureau gouvernemental pour la réduction de la pauvreté et le développement, « plus de huit millions de personnes pauvres ont été relogées ces dernières années », et seules 150 000 personnes ne disposent toujours pas des « trois garanties ».

Relogement

Les responsables chinois eux-mêmes le reconnaissent : le seuil retenu – 4 000 yuans par an – est particulièrement bas. Le revenu médian, en Chine, est de 26 500 yuans (3 400 euros) : 39 200 yuans (5 038 euros) dans les villes et 14 390 (1 849 euros) dans les campagnes. S'ils avaient repris la définition de la pauvreté généralement admise au niveau international – 60 % du revenu médian –, les dirigeants chinois auraient dû fixer le seuil, dans les campagnes, à 8 600 yuans, plus du double de celui retenu.
En fait, Pékin ne combat pas la pauvreté, mais seulement la grande pauvreté rurale. Une tâche moins ambitieuse, mais titanesque. Sachant que leur carrière en dépend, les responsables se mobilisent. Dans les campagnes, chaque famille pauvre est suivie. Parfois, les fonctionnaires font du zèle. Le « volontariat » mis en avant par les autorités semble tout relatif. Dans la province du Shandong, des maisons de pauvres ont été détruites avant même que leurs habitants se soient vu proposer un autre logement. « Les personnes âgées sont attachées sentimentalement à leurs terres, mais nous essayons de les convaincre. Les jeunes sont plus motivés, ne serait-ce que parce qu'il est plus facile de trouver un conjoint en ville », témoigne Zhao Xiang, membre de l'équipe de M. Liu.
Si le relogement est l'aspect le plus spectaculaire du programme, il n'est pas forcément le plus décisif. « Nous voulons permettre aux gens d'intégrer dignement l'économie de marché. Par leur travail et non en leur donnant de l'argent », explique M. Zhao. Dans les régions où vivent des minorités ethniques, la « dignité par le travail » doit parfois s'accommoder des « caractéristiques chinoises ». A Shanbei, pour attirer les touristes dans son hôtel 4 étoiles situé, à 1 900 mètres, dans un site magnifique, mais totalement perdu, le promoteur privé compte développer à proximité une « zone de démonstration », où les visiteurs seront accueillis par des Tibétains, mais aussi par des Hui et des Qiang, deux autres minorités ethniques présentes au Gansu, en tout soixante-dix personnes, vêtus de leurs plus beaux costumes traditionnels. Selfies exotiques garantis !
Au-delà de ces pratiques, le gouvernement veut favoriser le développement de l'emploi rural. Dans le Gansu, des coopératives qui fabriquent de l'huile d'olive ou offrent des produits relevant de la médecine traditionnelle fournissent un revenu complémentaire de quelques centaines de yuans par mois à des dizaines de milliers de foyers. « En 2019, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 60 millions de yuans et, en moyenne, versé 600 yuans par mois à près de 80 000 foyers », affirme Gao Guyin, responsable de Gansu Qikun, une entreprise qui se définit comme un « acteur important » de la médecine traditionnelle. Grâce au développement spectaculaire du commerce en ligne, la distribution des produits n'est plus un problème.

[redacted]

chaussures Kailin, dont la maison mère est à Xiamen (Fujian), a ouvert, en 2019, une succursale à Linxia, une ville du sud du Gansu. Quatre-vingt-dix ouvrières y travaillent, dont 70 % issues d'un foyer pauvre. Les salaires, affichés à l'entrée, varient de 2 000 à 4 000 yuans par mois (de 257 à 514 euros), selon la productivité. « Nous avons reçu des subventions du gouvernement, les salaires sont ici deux fois moins élevés que sur la côte et, pour le moment, nous ne payons pas d'assurance sociale aux employés », témoigne, avec

une rare franchise, Song Wenhai, le manageur venu de Xiamen. Selon lui, plusieurs entreprises de Xiamen, spécialisées dans la chaussure ou la confection, font de même.

« Ce n'est pas juste de la propagande »

Le mouvement n'étant, malgré tout, pas massif, les autorités favorisent les migrations des hommes vers la côte, ou vers le Xinjiang, dans le Nord-Ouest. « Ils quittent leurs parents et ouvrent les yeux sur le monde », se félicite Zhao Xiang, avec des accents saint-simoniens dans la voix. Le phénomène peut être large. Dans le comté de Tanchang, qui compte 300 000 habitants, 90 000 sont partis vers une autre province et ne rentrent au Gansu qu'une à deux fois par an. La moitié d'entre eux ne sont pas allés chercher du travail dans les provinces côtières, mais au Xinjiang, l'immense région autonome où les autorités cherchent à intégrer de gré ou de force les musulmans ouïgours – et à les rendre minoritaires. « Ici, il n'y a pas assez d'emplois. Les conditions géographiques sont très mauvaises. Les gens n'ont d'autre choix que de partir. De mon point de vue, c'est une bonne chose, car ils renvoient de l'argent à leurs familles restées sur place », affirme Su Hao, responsable du comté de Tanchang, devant la crèche pas encore ouverte.

« Il faut donner crédit au gouvernement chinois d'avoir mis la lutte contre la pauvreté au cœur de son action. Personne ne le fait dans le monde. Il faut maintenant qu'il construise un programme d'assurance social en institutionnalisant l'argent distribué actuellement. La Chine a les moyens de faire davantage, notamment pour réduire l'écart entre les villes et les campagnes », expliquait, début septembre, la chercheuse américaine Gao Qin, spécialiste de la pauvreté en Chine à « Sinica Podcast », un podcast en langue anglaise consacré à la Chine. Dans la même émission, un chercheur américain, Matthew Chitwood, qui a passé deux ans dans un village du Yunnan, témoigne du fait que, même si les gens continuent de se sentir pauvres, ils « ont reçu de l'argent du gouvernement et des prêts à taux bas. Ils sentent que leur vie s'améliore. Ce n'est pas juste de la propagande ».

Derrière le triomphalisme de façade, les responsables reconnaissent que leur mission ne s'arrêtera pas le 31 décembre. « Il est important de poursuivre nos efforts pour nous assurer que les personnes qui sont sorties de la pauvreté, qui sont plus de 93 millions, n'y retombent pas », admet M. Liu. Dans une récente conférence de presse, il a expliqué que quatre points lui paraissent essentiels : poursuivre le développement industriel, s'assurer que les migrants peuvent travailler en ville, continuer d'aider les 15 millions de personnes – dont 10 millions de pauvres – déplacées de zones jugées inhospitalières vers des régions plus favorisées et, surtout, « identifier par avance les personnes qui risquent de retomber dans la pauvreté ». Pour combattre l'extrême pauvreté rurale, la Chine a misé jusqu'ici sur l'urbanisation, souvent à marche forcée, de cette population. Logiquement, la pauvreté urbaine devrait être au cœur des combats de demain.

Frédéric Lemaître(Gansu)

(3)

The State Strikes back
The end of economic reform in China ?

Nicholas Lardy (2019), chercheur au Peterson Institute for International Economics (think tank)

China's extraordinarily rapid economic growth since 1978, driven by market-oriented reforms, has set world records and continued unabated, despite predictions of an inevitable slowdown. In *The State Strikes Back: The End of Economic Reform in China?*, the renowned China scholar Nicholas R. Lardy argues that China's future growth prospects could be equally bright but are shadowed by the specter of resurgent state dominance, which has begun to diminish the vital role of the market and private firms in China's economy.

Lardy's book is a timely sequel to his path-breaking *Markets Over Mao: The Rise of Private Business in China* (Peterson Institute for International Economics, 2014). This book mobilizes new data to trace how President Xi Jinping has consistently championed state-owned or controlled enterprises, encouraging local political leaders and financial institutions to prop up ailing, underperforming companies that are a drag on China's potential. As with his previous book, Lardy's perspective departs from conventional wisdom, especially in its contention that China could achieve a high growth rate for the next two decades—if it reverses course and returns to the path of market-oriented reforms.

(4)

La Chine accélère la réforme des entreprises d'Etat

D'ici à la fin de l'année, toutes les entreprises publiques chinoises devront avoir changé de statut pour devenir des sociétés par actions.

LE MONDE | 27.07.2017 à 14h47 • Mis à jour le 27.07.2017 à 15h20 | Par Simon Leplâtre (/journaliste/simon-leplatre/) (Shanghaï, correspondance)

Surendettées, subventionnées, peu efficaces, les entreprises d'Etat sont une menace pour l'économie chinoise. Les autorités chinoises ont décidé d'accélérer leur restructuration, en les transformant soit en sociétés à responsabilité limitée, soit en sociétés par actions, d'ici à la fin de l'année. Ce changement d'organisation doit ouvrir la voie à l'entrée d'acteurs privés au capital des entreprises d'Etat, censé améliorer leur gestion.

Il s'agit en fait de la fin d'un processus : 90 % des entreprises d'Etat ont déjà ce statut, mais le Conseil des affaires d'Etat veut donner un coup d'accélérateur à la réforme administrative pour terminer ces restructurations avant le 31 décembre, a-t-il annoncé dans un communiqué mercredi 25 juillet.

Le principal changement pour ces entreprises est la création d'un conseil d'administration sur le modèle des entreprises privées, pour prendre les décisions importantes relatives aux embauches par exemple, détaille le Conseil des affaires d'Etat, (sorte de gouvernement chargé d'appliquer la politique décidée par les dirigeants).

Entreprises stratégiques ou « zombies »

Toujours selon le Conseil, une centaine d'entreprises doivent encore mettre en place ces réformes. On compte environ 150 000 entreprises d'Etat en Chine, mais les deux tiers sont en fait contrôlées par des gouvernements locaux, de provinces ou de villes. Le dernier tiers est géré directement par l'Etat central, mais il s'agit des entreprises les plus stratégiques : énergie, télécoms, banques… Souvent, ce sont aussi les mieux gérées.

C'est du côté des provinces, en revanche, qu'on trouve les cas les plus problématiques d'entreprises publiques. Le nord-est de la Chine (Dongbei) est célèbre pour ses entreprises « zombies », qui perdent de l'argent mais sont maintenues en vie par des crédits octroyés par les

gouvernements locaux. Autrefois le cœur industriel chinois, le Nord-Est est devenu la ceinture de rouille chinoise, accueillant des secteurs minés par les surcapacités, comme le charbon, l'acier, ou l'aluminium.

Dans les provinces en difficulté, les entreprises d'Etat jouent un rôle social important : plutôt que de licencier quand les commandes baissent, elles sont poussées par les autorités locales à garder les employés, pour éviter l'agitation sociale. Au niveau national, elles jouent aussi un rôle « contracyclique » : quand l'économie ralentit, elles sont encouragées à investir, pour relancer la croissance.

Le prix à payer pour ce rôle stabilisateur est un endettement de plus en plus dangereux. Alors que la dette totale chinoise s'élève à 280 % du PIB, selon Moody's, les entreprises d'Etat sont à elles seules endettées à hauteur de 115 % du PIB, contre 45 % pour les entreprises privées. Les autorités sont conscientes des risques associés à un tel endettement, et sont bien décidées à le réduire

« Propriété partagée » des entreprises d'Etat

Mais la réforme des entreprises d'Etat est un serpent de mer en Chine : le sujet est discuté depuis 1993. La fin des années 1990 a d'ailleurs connu une vague de restructurations douloureuses pour le secteur public, avec des dizaines de millions de licenciements.

A son arrivée au pouvoir en 2013, Xi Jinping avait fait de la réforme de ses entreprises d'Etat une priorité. Il promettait de donner aux forces du marché un « rôle décisif » dans la distribution des ressources. Mais il s'empressait d'ajouter que le Parti communiste chinois devrait continuer à jouer un rôle-clé dans la direction de ces entreprises.

C'est le problème : si le Parti continue de contrôler les entreprises d'Etat, les investisseurs privés ne voient pas l'intérêt d'entrer à leur capital. Pour l'instant, le plan lancé en 2015 visant à promouvoir la « propriété partagée » des entreprises d'Etat avec des entreprises privées tarde à se concrétiser. En avril, quarante-huit accords avaient été conclus, pour 1.6 milliard de dollars.

Pour Yin Xingmin, professeur d'économie industrielle à l'université de Fudan, à Shanghai, c'est la bonne solution : « *La privatisation, au moins partielle, est le seul moyen de pousser ces entreprises à changer. L'Etat devra moins s'impliquer dans l'économie, sans quoi on aura toujours de surcapacités industrielles. Mais cela prendra du temps : dix ans, vingt ans peut-être.* »

Le plan devrait avoir son premier succès emblématique dans les semaines à venir avec China Unicom, l'un des principaux opérateurs téléphoniques chinois. Les géants du Web, Tencent et Alibaba, champions de la nouvelle économie, devraient entrer au capital de l'opérateur en difficulté,

a annoncé Unicom à la mi-juillet. L'opérateur prévoit de lever 10 milliards de dollars (8,55 milliards d'euros) auprès de ces investisseurs.

« Le Parti communiste chinois est sur le point de transformer la Chine d'aujourd'hui en Union soviétique d'hier »

Le 20e congrès du Parti communiste chinois (PCC), du 16 au 22 octobre 2022, a confirmé le leadership du président Xi Jinping pour les cinq années à venir. Les institutions fondamentales de la Chine sont totalitaires, reflétant le contrôle du PCC sur chaque facette de la société, y compris l'économie. Les institutions du parti-Etat ont été entièrement copiées sur celles de l'Union soviétique (URSS) en 1949. Mais, tandis que le totalitarisme soviétique s'est effondré il y a trois décennies sous le poids de ses échecs économiques, la Chine a semblé être une exception. Est-elle durable ?

Le « totalitarisme à la mode chinoise » combine le contrôle très centralisé de la politique, de l'idéologie et de la population, avec la décentralisation des affaires administratives et économiques. Cet arrangement a facilité les réformes post-Mao. Mais, depuis que Xi a accédé au pouvoir, en 2012, la Chine est retombée dans le contrôle totalitaire global, en particulier sur un secteur privé en pleine croissance. Ce revirement est une raison centrale du grave ralentissement économique en 2022.

La reprise en main de l'économie chinoise par le Parti communiste confronte le pays aux obstacles qui avaient fait chuter l'URSS à la fin des années 1980, analysent les deux économistes Di Guo et Chenggang Xu, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 05 janvier 2023 à 06h45

TRIBUNE

Di Guo
Economiste

Chenggang Xu
Economiste

Une grande partie de la croissance économique rapide des années 1990 n'était qu'un rattrapage après la dévastation infligée de la fin des années 1950 jusqu'aux années 1970 par le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle.

Après la mort de Mao, le PCC en est venu à croire que la croissance était la clé de sa survie. La performance économique régionale est devenue le déterminant de la promotion des bureaucrates locaux du parti-Etat, ce qui a conduit à une concurrence entre bureaucrates régionaux. Pour prendre l'avantage, certains d'entre eux ont dissimulé ou soutenu des entreprises privées et ont ainsi facilité la croissance rapide du secteur privé.

Dettes massives

Le PCC a alors modifié la Constitution pour reconnaître les droits de la propriété privée (2004). On a permis au secteur privé, à une société civile rudimentaire et à des organes de presse indépendants de se développer – ces derniers ont connu une croissance fulgurante – à condition de ne pas s'opposer au monopole politique du PCC. L'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001, a conduit à un énorme apport d'investissements étrangers et à une augmentation spectaculaire des exportations devenues, avec l'expansion rapide du secteur privé, les moteurs de la croissance.

Mais le régime s'est fondé sur une accumulation massive de dettes pour amplifier le développement des infrastructures. La plupart de ces investissements étant inefficaces, la Chine est entrée dans un cercle vicieux d'effet de levier surdimensionné et de surcapacité.

Par ailleurs, le monopole de l'Etat sur la propriété foncière a conduit à des problèmes graves dans l'immobilier (environ un tiers du produit intérieur brut, PIB). La privatisation du marché immobilier, commencée en 1998, a en réalité servi à convertir le foncier d'Etat en revenu budgétaire pour le parti-Etat au niveau local. La réforme principale a consisté à faire de chaque gouvernement local le propriétaire foncier unique dans sa juridiction.

Mais, pour maximiser leurs gains financiers, ces gouvernements locaux ont tout fait pour réduire l'offre. En conséquence, l'immobilier chinois est, par rapport au revenu moyen par habitant, parmi les plus chers au monde.*

Cette bulle intentionnellement créée est à présent sur le point d'éclater. Le monopole de l'Etat sur les opérations bancaires a déstabilisé le système financier. En utilisant le foncier comme garantie, les gouvernements locaux ont emprunté massivement aux banques d'Etat, poussant le ratio dette sur PIB du pays à 300 % au premier trimestre 2019.

Inégalité des revenus

Pire encore, la plupart des dettes en Chine sont des prêts hypothécaires qui utilisent le foncier et d'autres prêts hypothécaires comme garanties. A présent que l'économie chinoise ralentit, ces hypothèques dévaluées commencent à peser sur toute l'économie, ce qui va probablement déclencher des crises financières et budgétaires.

La faiblesse de la demande intérieure vient aggraver ces problèmes. Par le passé, la Chine a pu y substituer le revenu de ses exportations, mais, à présent que ses relations avec les économies avancées se détériorent, elle ne peut plus guère y compter. La part de la consommation privée dans le PIB demeure l'une des plus faibles au monde (38,5 % en 2021 contre près de 70 % aux Etats-Unis et 56 % au Japon). Cette faiblesse s'explique par le fait que la croissance du revenu des ménages a été inférieure à celle du PIB pendant des décennies, car l'Etat en a accaparé une trop grande part par le biais des agences et monopoles d'Etat.

Une autre raison est la forte inégalité des revenus : un grand nombre de ménages – en particulier ruraux – vit dans la pauvreté absolue. En 2020, l'ancien premier ministre Li Keqiang avait avoué qu'environ 600 millions de Chinois avaient un revenu mensuel d'environ 1 000 yuans (140 euros) ; en fait, 500 millions de Chinois gagnent moins que cela, voire beaucoup moins.

Mais le plus grand défi posé aujourd'hui à l'économie chinoise est le changement de stratégie du PCC pour assurer sa survie. L'objectif de développement économique a été supplanté par un objectif de stabilité politique et de prévention des révolutions pro-occidentales. Bien que les traces du pluralisme en Chine soient limitées (entreprises privées, organes de la société civile, médias indépendants), les dirigeants s'inquiètent toujours de voir cet espace étroit devenir une base pour la rébellion. Les entrepreneurs de premier plan du secteur privé ont fait l'objet de purges et les principales compagnies indépendantes de l'économie numérique ont été supprimées.

Contrôle renforcé

Après le 20e congrès du PCC, il est devenu clair que ce contrôle totalitaire va être renforcé. Les entreprises publiques et les bureaucraties du parti-Etat vont pousser vers la sortie entreprises et marchés privés.

La Chine étant dépourvue d'un système juridique indépendant pour confirmer les droits de propriété privée reconnus par la Constitution, l'ordre judiciaire tend à protéger les entreprises d'Etat et les capitaux contrôlés par le PCC, et à favoriser l'expropriation des propriétaires privés par le parti-Etat. Cela signifie pour le monde des affaires que les contrats en Chine ne sont ni exécutoires ni prévisibles.

Dans les années 1950, l'un des mots d'ordre les plus célèbres du PCC était : *« Le présent de l'Union soviétique est notre avenir. »* Cet avenir est peut-être bien arrivé, à l'heure où le PCC est sur le point de transformer la Chine d'aujourd'hui en URSS d'hier. Apparemment, les dirigeants du PCC ne se rendent pas compte que les problèmes qui ont fait couler l'économie soviétique menacent à présent de faire couler la Chine.

¶ **Di Guo** est chargée de cours à la Brunel Business School (Royaume-Uni).
Chenggang Xu est chercheur au Centre sur l'économie et les institutions de la Chine de l'université Stanford (Californie). © Project Syndicate, 2022.

Di Guo (Economiste) et **Chenggang Xu** (Economiste)

INTERNATIONAL · CHINE — DÉCRYPTAGE

En Chine, débats sur le « hukou », ce passeport intérieur qui discrimine les travailleurs venus des campagnes

Alors que le pouvoir central chinois évoque timidement la réforme du « hukou », le permis de résidence qui maintient les inégalités entre villes et campagnes, des villes moyennes ont commencé à assouplir l'accès à ce sésame pour attirer de nouveaux habitants.

Par **Harold Thibault** (Jiaxing, Chine, envoyé spécial) · Publié le 26 juillet 2024 à 04h00, modifié le 26 juillet 2024 à 10h27

Ce qui compte plus que tout pour Xing Wen, c'est la scolarité de sa fille. Elle y pense souvent, pendant ses longues journées courbée au-dessus de sa machine à coudre, dans l'atelier qui l'emploie à Jiaxing, une ville de 500 000 habitants située dans l'est dynamique de la Chine. En cet écrasant après-midi d'été, la femme en tee-shirt clair, cheveux mi-longs attachés, est occupée à associer des fermetures Eclair blanches à des pulls à col roulé en laine gris et mauves, qui jonchent le sol.

Comme la plupart de ses collègues, elle est originaire de la province rurale du Hunan, à 800 kilomètres. Parce que son « hukou » (« permis de résidence ») est enregistré là-bas, sa fille n'a pas accès à l'enseignement public de la ville de Jiaxing, où la famille est désormais installée pour le travail. L'enfant de 12 ans est de ce fait inscrite dans une école privée peu onéreuse réservée à ces migrants de l'intérieur, citoyens de seconde zone. « A tous les points de vue, c'est différent : le niveau des professeurs, la qualité de l'établissement, c'est un ensemble qui fait que l'enseignement public est bien meilleur », assure Xing Wen, 30 ans.

Ce sentiment de relégation est l'un des sujets que le troisième plénum du Parti communiste chinois, qui s'est achevé le 18 juillet, a semble-t-il voulu aborder. Au cours de cette réunion fixant les grandes orientations pour les cinq prochaines années, les dirigeants du pays ont posé pour objectif de « favoriser l'intégration rapide des travailleurs migrants d'origine rurale dans les zones urbaines », en leur ouvrant l'accès aux services publics fondamentaux. Les migrants « remplissant les conditions requises » devront bénéficier de « droits égaux à ceux des titulaires du hukou urbain », dit la décision, sans apporter de détails ni dire si le hukou en lui-même a vocation à disparaître complètement.

Le hukou, ou « certificat des foyers », un document rouge bordeaux tout juste plus grand qu'un passeport, détermine la vie des Chinois. Il conditionne l'accès à un enseignement de qualité ou la part des soins prise en charge à l'hôpital, en rattachant les droits sociaux des citoyens à leur lieu d'origine familiale.

Le hukou a été institué par Mao Zedong en 1958

Au point que les familles bâtissent des stratégies pour le modifier : on cherche à acheter un appartement, on travaille et paye des taxes durant des années dans une grande ville pour obtenir un hukou d'une ville plus prestigieuse. Au même titre qu'un appartement, un hukou dans une grande ville peut même être un argument pour les jeunes qui cherchent à se marier. Inspiré de précédents impériaux mais institué par l'ancien dirigeant chinois Mao Zedong en 1958 pour organiser l'économie planifiée et limiter l'exode rural malgré les souffrances des campagnes, il a été assoupli dans de plus en plus de régions, mais il persiste.

Souvent évoquée, la nécessité d'en finir avec ce système hautement inégalitaire revient dans le débat, alors que le ralentissement de l'économie et le début de la baisse démographique poussent les villes à s'intéresser à ces populations migrantes longtemps méprisées.

Ainsi la ville de Jiaxing va-t-elle drastiquement assouplir les critères permettant de demander un hukou local, à compter du 1er août. Il suffira d'avoir payé ses charges sociales sur place depuis plus de trois mois, ou d'y louer un appartement depuis plus de six mois, pour faire transférer son hukou sur place, et donc avoir droit à la même éducation publique que la population locale. Une aubaine pour Xing Wen, soucieuse d'offrir une meilleure éducation et d'assurer un bon avenir à sa fille.

Jiaxing n'est pas la seule municipalité à vouloir réformer sa politique du hukou ; toutes les villes petites ou moyennes dans cette province, le Zhejiang, font de même. Elles entendent améliorer l'offre de services publics, pour convaincre ces migrants de l'intérieur – qui, à la sueur de leur front, ont fait le miracle économique chinois – de rester sur place.

Citoyenneté à double vitesse

Une des raisons de ce changement de politique est à chercher dans la crise de l'immobilier : des millions de logements vides fraîchement construits ne trouvent pas preneurs. Au même moment, la population baisse ; la Chine a perdu deux millions d'habitants en 2023, et est passée derrière l'Inde, devenue le pays le plus peuplé du monde. Longtemps considérée comme un fardeau, la population migrante est aujourd'hui courtisée par les villes moyennes.

Derrière son bureau, le regard barré de lunettes rectangulaires, Fang Zhou, un agent immobilier de Jiaxing, résume l'équation : « Il y a des nouveaux quartiers et il faut bien trouver des gens pour s'y installer, il faut les convaincre de bouger pour que l'immobilier reparte. »

Mais un immense bémol pèse sur cette évolution au niveau national : les plus grandes mégapoles, Shanghaï, Pékin, Shenzhen et toutes les capitales de province, qui cumulent les meilleures opportunités d'emploi et d'éducation, s'accrochent toujours fermement à leurs privilèges, qu'elles ne veulent pas partager. Ces villes ont changé les règles, elles aussi, mais pour adopter ces dernières années des systèmes à points, qui favorisent l'intégration de ceux qui sont en capacité d'acheter un appartement ou sont hautement diplômés, des « talents » accueillis à bras ouverts, contrairement aux ruraux.

« Ces grandes villes disent que, sinon, tous ces migrants vont affluer chez elles, qu'il va falloir leur accorder des droits sociaux et qu'elles n'ont pas l'argent pour les leur fournir », explique Bert Hofman, professeur à l'Institut d'études de l'Asie orientale à l'Université nationale de Singapour et ex-directeur pour la Chine de la Banque mondiale.

La persistance de cette citoyenneté à double vitesse, quarante-cinq ans après les premières mesures d'ouverture et alors que l'économie chinoise est devenue la deuxième de la planète, contribue à la hausse actuelle d'un sentiment plus large d'inégalité, malgré le mantra de la « prospérité commune » du président, Xi Jinping.

Hésitations des travailleurs migrants

Une étude réalisée auprès de plusieurs milliers de Chinois par les professeurs Martin Whyte (université Harvard) et Scott Rozelle (Stanford) montre qu'entre 2004 et 2014, ils considéraient, dans l'ordre, le manque d'aptitude, le manque d'effort et la faible éducation comme principaux facteurs expliquant la pauvreté en Chine, ne plaçant l'inégalité des chances qu'en cinquième position et l'injustice de la structure économique en neuvième. Mais, en 2023, l'inégalité des chances est devenue le premier critère d'explication de la pauvreté des Chinois sondés, devant l'éducation et l'injustice de la structure économique.

A Jiaxing, l'assouplissement du hukou laisse beaucoup de travailleurs migrants hésitants. Bien que située dans une région prospère, la ville est modeste, elle n'est pas Shanghaï. Et le certificat local ne leur garantirait en rien l'ascension sociale, mais nécessiterait de sacrifier son hukou rural d'origine. Or, s'il n'offre pas la même éducation qu'en zone urbaine, il donne un droit sur un lopin de terre. Même si le foncier appartient à l'Etat communiste, il permet au citoyen qui y est rattaché de toucher une indemnité s'il était choisi pour un projet de construction. Ou de retourner planter des légumes pour vivre en cas de tourment économique. Beaucoup céderaient peut-être cela pour la promesse d'une éducation pékinoise ou shanghaïenne, pas pour celle d'une ville de troisième rang.

« Plus encore dans une période qu'ils trouvent incertaine comme en ce moment, les migrants essayent de conserver cette assurance qu'est la terre. Ils considèrent que si tout s'effondre, ils auront un toit et à manger. Seule l'attractivité des plus grandes villes justifie d'abandonner cela », explique la sinologue Chloé Froissart, professeure à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

C'est pourquoi Wang Wei, qui vit pourtant à Jiaxing depuis treize ans et y a son propre atelier de textile, n'envisage pas d'y demander le hukou qu'il pourrait obtenir. Originaire des campagnes des alentours de Chongqing, mégapole de l'ouest du pays, l'homme en tongs bleues, torse nu et short noir sait qu'il aura au moins un petit terrain pour ses vieux jours. « Quand on abandonne sa terre, on ne peut plus la récupérer », philosophe-t-il, en fumant une cigarette Longfeng au filtre doré. Même s'il a renoncé à l'agriculture de longue date, il sait qu'il y retournera.

Harold Thibault — Jiaxing, Chine, envoyé spécial (*Le Monde*, 26 juillet 2024)

6bis

La Chine en 2100 : renaissance ou déclin d'une civilisation ? Essai de prospective. Défis intérieurs (II)

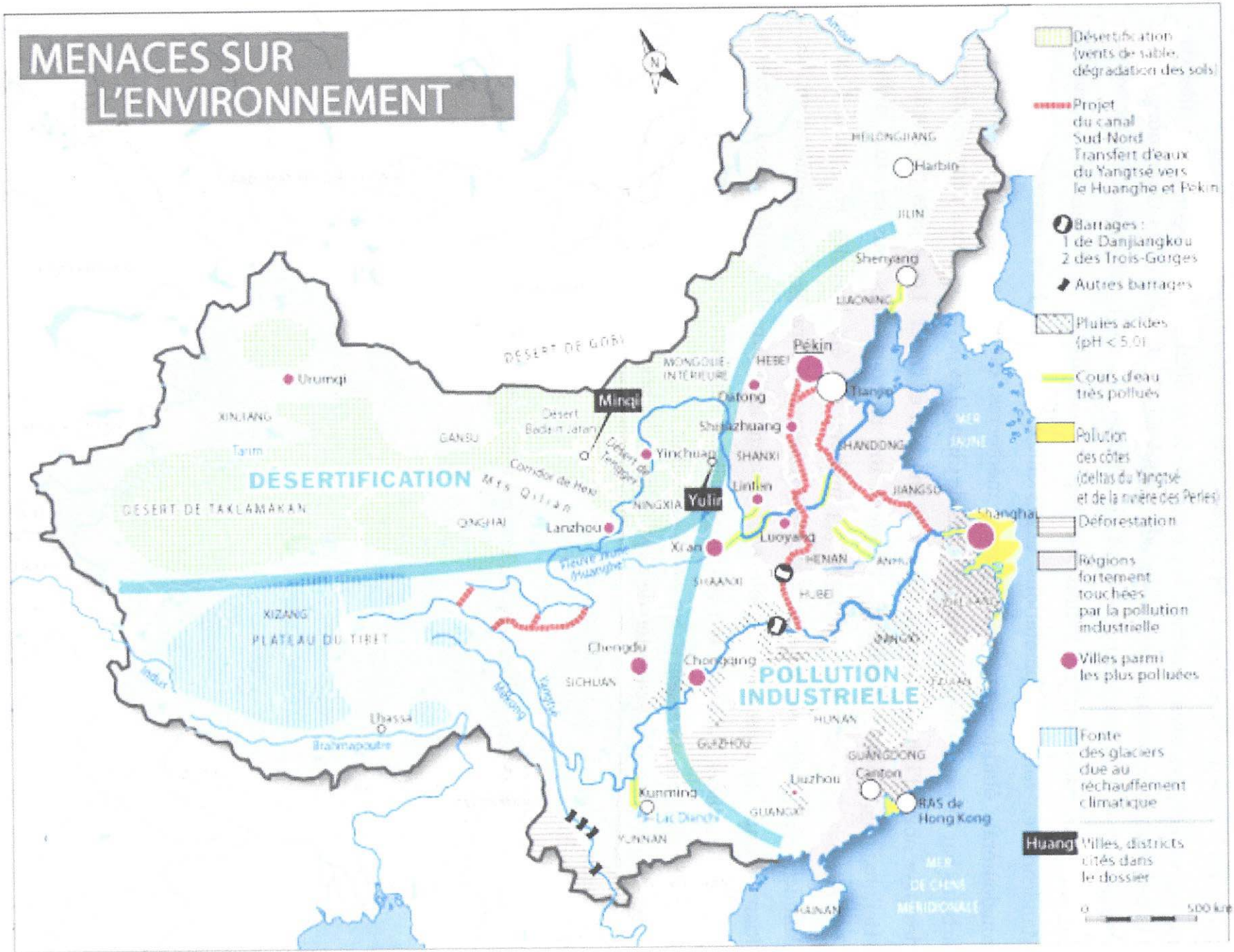
Article de la Société de géographie publié le 26 janvier 2022

Guillaume Giroir
Professeur à l'Université d'Orléans

...

Très liée à la théorie de la trappe à revenus intermédiaires, le « point de retournement de Lewis » (1954) s'applique en effet assez bien à la Chine, caractérisée par une économie duale : il prévoit que, dans une économie en développement, les campagnes fournissent dans un premier temps un réservoir de main d'œuvre quasi-illimité à l'essor des industries, notamment urbaines. Dans un second temps, le surplus de main d'œuvre agricole se tarit, les salaires augmentent fortement, la productivité décline, l'investissement chute, la croissance ralentit. Il existe un débat pour savoir si la Chine a déjà atteint son « point de retournement de Lewis ». Pour certains, il a été atteint dès 2010, date à laquelle la main d'œuvre bon marché a baissé et où les salaires ont commencé à fortement augmenter, en accélérant une tendance déjà observable depuis 2003 (Zhang et al., 2011). Le FMI ne prévoit pas que la Chine parvienne à son « tournant de Lewis » avant 2020 à 2025 (Das, M. et N'Diaye, P., 2013). Mais, des phénomènes de pénurie de main d'œuvre commencent à apparaître localement ; de fait, la période de surplus massif d'actifs est terminée.

...


MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT
DESERTIFICATION
POLLUTION INDUSTRIELLE
Désertification (vents de sable, dégradation des sols)
Projet du canal Sud-Nord Transfert d'eaux du Yangtsé vers le Huanghe et Pékin
Barrages : 1 de Danjiangkou 2 des Trois-Gorges
Autres barrages
Pluies acides (pH < 5,0)
Cours d'eau très pollués
Pollution des côtes (deltas du Yangtsé et de la rivière des Perles)
Déforestation
Régions fortement touchées par la pollution industrielle
Villes parmi les plus polluées
Fonte des glaciers due au réchauffement climatique
Villes, districts cités dans le dossier
Harbin
Shenyang
Pékin
Tianjin
Shijiazhuang
Taiyuan
Urumqi
Minqi
Yinchuan
Yulin
Lanzhou
Xi'an
Luoyang
Zhengzhou
Chengdu
Chongqing
Lhassa
Kunming
Wuhan
Shanghai
Nanjing
Hangzhou
Canton
Liuzhou
RAS de Hong Kong
HEILONGJIANG
JILIN
LIAONING
MONGOLIE-INTÉRIEURE
HEBEI
SHANXI
SHAANXI
GANSU
QINGHAI
NINGXIA
XINJIANG
XIZANG
PLATEAU DU TIBET
DESERT DE GOBI
DESERT DE TAKLAMAKAN
SHANDONG
JIANGSU
ANHUI
HENAN
HUBEI
HUNAN
JIANGXI
ZHEJIANG
FUJIAN
SICHUAN
GUIZHOU
YUNNAN
GUANGXI
GUANGDONG
HAINAN
MER JAUNE
MER DE CHINE MERIDIONALE
Tarim
Desert Badain Jaran
Corridor de Hexi
Mts Qilian
Fleuve Jaune Huanghe
Indus
Brahmapoutre
Mekong
Yangtsé
Lac Dianchi
0
500 km

Source : AsiaLyst
Média en ligne consacré à l'Asie

9

ENVIRONNEMENT
Publié il y a 6 ans - le 26/05/2015

REPORTAGE

Dériver l'eau en Chine : le rêve et le réel



(https://asialyst.com/fr/wp-content/uploads/2015/05/CHINE-DERIVATION-TUNNEL.jpg)

Le projet dérivation Sud-Nord dans le tunnel qui relie Pékin au fleuve jaune, ici à Zhengzhou, dans la province centrale chinoise du Henan. (Crédit : Nicolas Sridi)

Initiés au début des années 2000, les gigantesques travaux de dérivation des eaux du fleuve Yangzi vers le nord du pays sont planifiés à l'horizon 2050 avec trois voies de canaux distinctes. Le projet est censé résoudre de manière durable le manque d'eau chronique et grandissant au nord et à l'ouest du pays, mais la mise en service des deux premières lignes de dérivation montre déjà les limites d'une telle approche.

Durant la guerre civile de 1945 à 1949, lorsque Mao Zedong et les autres dirigeants communistes discutent d'une nouvelle capitale en cas de victoire, leur choix repose avant tout sur des critères symboliques, historiques et militaires. Nankin, le bastion des nationalistes, est trop près de la côte ; Xi'an, cité impériale jusqu'au Xème siècle, rappelle trop l'époque des attaques barbares venues du Nord-Est ; quant à Harbin, autre place forte nationaliste, elle est un peu trop proche du « grand frère » soviétique. Pékin, capitale de l'empire durant les deux dernières dynasties, située à bonne distance de la mer, est finalement choisie. La ville sera *« libérée pacifiquement »* en 1949, afin de conserver au mieux monuments et lieux symboliques. A cette époque, la population de Pékin dépasse à peine les deux millions d'âmes, mais connaît une croissance soutenue de près de 10% par an. Rapidement, les dirigeants communistes se rendent compte que l'approvisionnement en eau de la ville et de l'ensemble de la plaine du Nord pose problème : les faibles ressources du pays – 7% de l'eau douce dans le monde – sont concentrées dans les régions du Sud. Une situation qui aurait fait dire au grand Timonier en 1952 : *« Pourquoi ne pas emprunter au sud du pays, qui est bien doté, l'eau qui manque au Nord ? »*. Un rêve qui prendra donc forme cinquante ans plus tard avec le lancement du projet Nan Shui Bei Diao (NSBD), littéralement : *« Sud Eau Nord Déplacer »*.

CONTEXTE

Le « rêve » du Grand Timonier s'inscrit en droite ligne des grands projets hydraulique de la Chine impériale, tel que le Grand Canal, conçu pour le commerce fluvial. Ce dernier relie le fleuve jaune au fleuve Yangzi, de Pékin à Hangzhou en passant par la côte Est, sur une longueur de 1776 km. Ses plus vieux tronçons datent du Vème siècle après J.C., bien que

l'essentiel de l'ouvrage fût terminé au VIIème siècle.

Si l'idée de dériver un fleuve n'est pas nouvelle et Mao devait aussi avoir en tête les grandes réalisations américaines des années 1930 pour dériver les eaux du Colorado afin d'abreuver Los Angeles et le sud de la Californie. Mais en Chine, l'échelle des travaux, des milliers de kilomètres de canaux à construire, et l'absence de technologies adéquates, interdisent une mise en œuvre rapide.



(https://asialyst.com/fr/wp-content/uploads/2015/05/CHINE-DERIVATION-OUVRIERS.jpg)

Ouvriers du projet dérivation Sud-Nord, dans le tunnel qui relie Pékin au fleuve jaune, ici à Zhengzhou, dans la province centrale chinoise du Henan. (Crédit : Nicolas Sridi)

MAÎTRES DE LA NATURE VERSUS RÉALITÉ

C'est donc dans la Chine des ingénieurs de l'ancien président Hu Jintao, lui-même spécialiste en hydro-électricité, que débutera en 2002 ce qui reste aujourd'hui l'un des plus imposants et le plus onéreux projet d'ingénierie au monde.
Le NSBD prévoit ainsi la construction d'ici 2050 de trois voies de dérivation du Yangzi à l'Est, à l'Ouest et au centre – voir la carte (https://cdn.knightlab.com/libs/storymapjs/latest/embed/?url=https://43acf454dd49dc4e0af0d5ea57a1c13f40caee8c.googledrive.com/host/0B731hf4YfgzHb2U5RTNOOUFjTlE/published.json).

Le coût total avoisine désormais les 80 milliards de dollars contre 62 milliards prévus initialement.

La voie dite de l'Est ponctionne le Yangzi juste avant que ce dernier ne se jette dans la mer, et réutilise le tracé de l'antique Grand canal, en inversant l'écoulement de l'eau pour alimenter les provinces du Jiangsu, du Shandong ainsi que la ville de Tianjin plus au Nord. Un imposant système de pompage a donc du être mis en place pour faire remonter l'eau vers le Nord, et un tunnel a été percé sous le fleuve jaune pour convoyer

place pour faire remonter l'eau vers le Nord, et un tunnel a été percé sous le fleuve jaune pour convoyer l'eau jusqu'à Tianjin.

Mise partiellement en service en 2013, le problème pour cette voie orientale est qu'elle utilise un tracé le long duquel se sont déjà développées industries, zones urbaines et transports fluviaux, et la qualité de l'eau reste à ce jour très médiocre. Malgré la fermeture de milliers d'usines polluantes et des efforts conséquents en traitement de la pollution, il n'est toujours pas possible de fournir de l'eau potable à Tianjin. La mégapole côtière de près de 15 millions d'habitants réfléchirait même déjà à la désalinisation comme alternative possible pour assurer son approvisionnement.

TESTS DÉCEVANTS POUR LA QUALITÉ DE L'EAU

La voie centrale, qui alimente Pékin, était censée éviter le problème de la pollution avec un canal totalement dédié sur les 1432 km qui séparent la capitale du réservoir de Danjiangkou dans la province centrale du Hubei. Les tests sur les premiers échantillons arrivés à Pékin s'avèrent décevants vu la bonne qualité de l'eau au départ du tracé.
Inaugurée très discrètement en décembre 2014 avec sept ans de retard, cette voie aura pourtant nécessité des prouesses techniques remarquables. Les ingénieurs chinois ont ainsi dû rehausser de près de 20 mètres le réservoir de Danjiangkou, créant le retard, pour que l'eau arrive avec suffisamment de pression à Pékin en utilisant le dénivelé naturel. Il aura aussi fallu percer deux méga tunnels de 9 mètres de diamètre et 4 kilomètres de long chacun sous le fleuve jaune à proximité de la ville de Zhengzhou, avec les dernières technologies de pointe allemandes. Des tunnels capables non seulement de résister à la pression de l'eau qu'ils transportent, mais aussi de tenir dans le lit sablonneux et instable du fleuve. Enfin, les autorités ont dû déplacer et reloger pas moins de 300.000 personnes pour que le projet puisse se faire.

SOLUTION INSUFFISANTE

Si les autorités chinoises sont restées aussi discrètes sur la mise en service de la voie centrale, ce n'est pas uniquement à cause de la qualité médiocre de l'eau, le mal est plus profond. Comme le soulignait le vice-maire de Pékin, Li Shixiang, devant les représentants de l'APN le 6 mars dernier :

> « Pékin fait face à une crise de l'eau très aigüe, il nous manque 1,5 milliard de m3 chaque année et le projet de transfert depuis le Sud ne suffira pas à tout résoudre. »

De fait, le gouvernement central avait planifié en 2005 d'atteindre une population de 18 millions d'habitants dans la capitale d'ici 2020, or elle dépasse déjà les 21,5 millions.

Croissance urbaine et industrielle trop rapide, explosion de la demande en eau avec une élévation fulgurante du niveau de vie, il apparaît dès à présent que la solution NSBD est insuffisante pour alimenter durablement Pékin et sa région. L'objectif, audacieux, pour la municipalité est désormais d'arriver à réguler sa croissance démographique, avec une population stabilisée à 23 millions d'habitants en 2020. Dans le même temps, Pékin, Tianjin et la province voisine du Hebei vont devoir mieux se coordonner pour partager les ressources existantes, exactement ce que le transfert d'eau devait éviter...

En parallèle, la rivière Han – l'affluent du Yangzi qui abreuve le réservoir de Danjiangkou – a subi sa première invasion d'algues vertes à Wuhan en aval du réservoir durant l'été 2014. La baisse de débit du cours d'eau occasionnée par la ponction est montrée du doigt, même s'il faudra attendre des études sur le long terme pour avoir des certitudes.

A L'OUEST, DES KILOMÈTRES DE TUNNELS À CREUSER EN HAUTE MONTAGNE

Enfin, **la voie de l'Ouest**, la plus complexe, est toujours au niveau des études de faisabilité. Elle prévoit de relier directement sur le plateau du Qinghai les sources du Yangzi et du fleuve jaune pour redynamiser ce dernier dans tout le nord-ouest du pays. Le programme des autorités, la *« Go West Policy »*, nécessite en effet de trouver une solution durable au manque d'eau sur la zone, car sans le précieux liquide, il ne sera pas possible de soutenir les développements industriels et urbains nécessaires.

Les travaux à effectuer sont titanesques, puisqu'il faudra creuser des centaines de kilomètres de tunnels dans des roches de haute montagne. Le tout dans une région qui a déjà connu de très importants

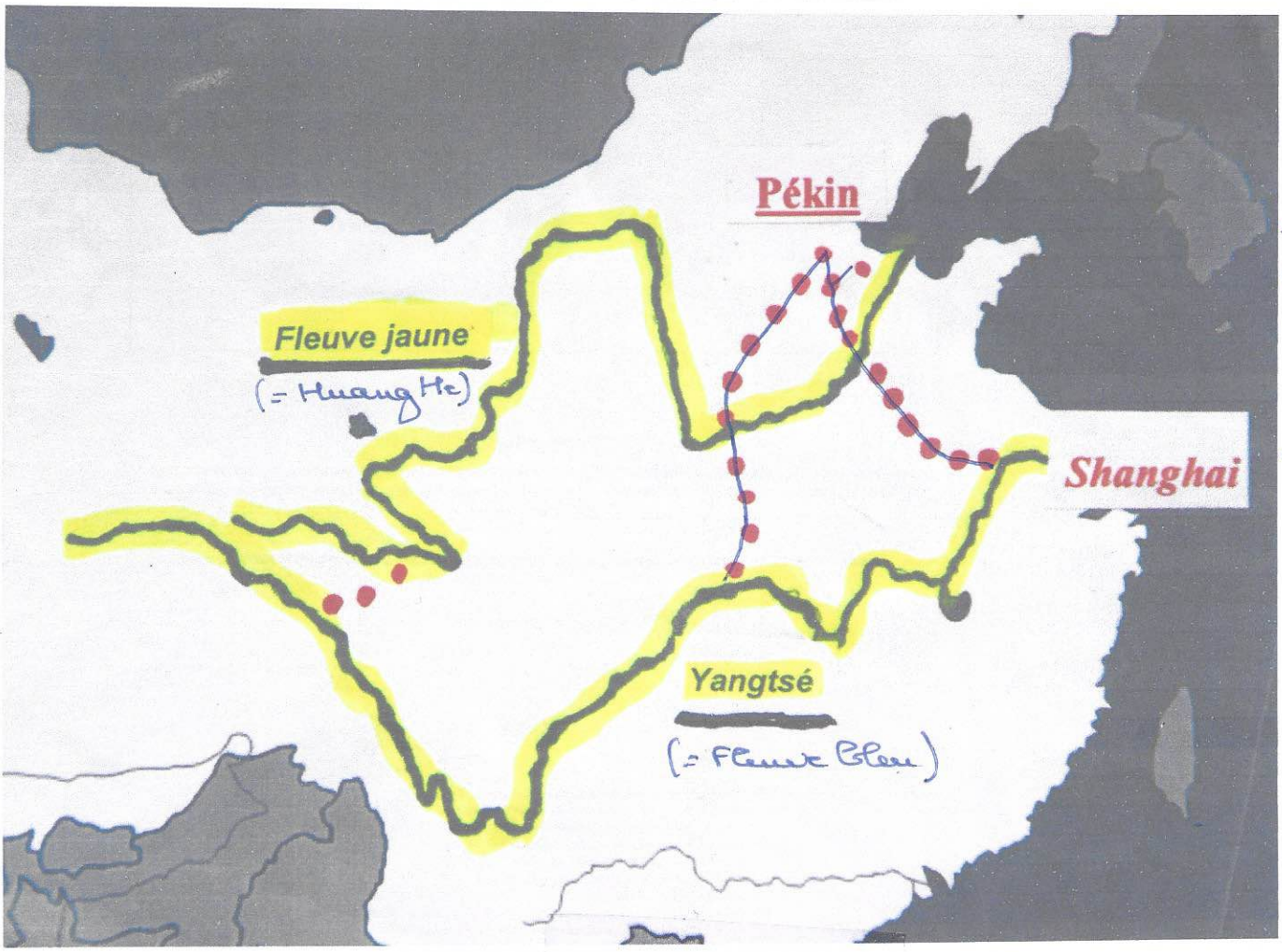
tremblements de terre. En cas de rupture d'une dérivation lors d'un séisme, il n'existe pas à ce jour de solutions techniques pour faire face à une telle catastrophe écologique. Sans même parler des impacts sur l'environnement local dans des conditions normales... Outre la faisabilité, le coût de cette voie de l'Ouest est déjà faramineux en théorie, la pratique s'avérant souvent encore plus cher comme ce fut le cas pour les autres voies.

Malgré des efforts colossaux pour augmenter l'offre d'eau dans le Nord, la Chine ne pourra donc pas faire l'économie d'une régulation forte de la demande. C'est ce que suggèrent depuis des années des experts locaux de la question à l'instar de Ma Jun (http://www.ipe.org.cn/En/pollution/index.aspx), figure incontournable de la société civile verte dans le pays :

> « En augmentant l'offre, on ne fait que reculer le problème ! Ce qu'il faut, c'est changer les mentalités, arrêter le gaspillage, en particulier en jouant sur le prix de l'eau. Mais l'impact économique fait peur aux autorités. »

Même pour le puissant Parti communiste chinois, il est donc plus facile de couler du béton et déplacer des populations, que de forcer des millions de personnes à changer leurs habitudes, tout en mettant en jeu des centaines de milliers d'emploi. Cependant, arrivée au pied du mur, la Chine n'a désormais plus vraiment le choix.

Nicolas Sridi à Pékin (Journaliste)



- voie du déri-
- vat Sud / Nord réalisée

MONDE

Titanesque : comment la Chine déplace des fleuves entiers pour alimenter ses villes du nord

Confronté à une pénurie chronique d'eau dans ses régions les plus peuplées, le pays a construit un gigantesque réseau de canaux capable de transférer des milliards de mètres cubes d'eau sur plusieurs milliers de kilomètres.

Par **François Montcorbier** · 25 juin 2026 à 8h25 · Temps de lecture : 2 minutes · Repéré sur Live Science

Malgré des ressources hydriques considérables, la Chine fait face à une crise de l'eau structurelle. Si le sud du pays bénéficie de grands fleuves comme le Yangtsé, le nord, où se concentrent mégapoles et activités agricoles, souffre d'un manque chronique d'eau. Un problème depuis longtemps pris en compte par Pékin, qui ne lésine pas sur les moyens pour tenter d'y répondre.

Pour enrayer ce déséquilibre, la Chine a en effet lancé l'un des plus vastes projets d'ingénierie au monde : le « projet de transfert d'eaux du sud au nord ». Ce système gigantesque de canaux, barrages et conduites vise à acheminer l'eau du sud vers les régions arides du nord sur des milliers de kilomètres. Non sans conséquences pour les habitants et l'environnement.

Après une dizaine d'années de travaux initiés au début des années 2000, deux axes principaux sont déjà en service, explique un dossier complet de Live Science. Depuis 2013 et 2014, ils ont permis de transférer des volumes colossaux d'eau vers des villes comme Pékin et Tianjin, qui dépendent désormais largement de ces infrastructures pour leur approvisionnement.

Ce projet répond à un défi majeur : la Chine abrite près de 20 % de la population mondiale, mais ne dispose que de 6 % des ressources mondiales en eau douce. De plus, ces ressources sont très inégalement réparties, le nord concentrant une grande partie de la population et de l'agriculture… mais très peu d'eau. Dans certaines régions, la situation est déjà critique. Le volume d'eau disponible par habitant dans le nord-est est bien inférieur aux seuils définis par les Nations unies correspondant à des situations de pénurie sévère.

Des bouleversements majeurs

Le bilan est mitigé. D'un côté, ce chantier titanesque a permis d'améliorer l'accès à l'eau, de soutenir l'activité économique et même de reconstituer partiellement certaines nappes phréatiques. Il s'est également accompagné d'efforts importants pour réduire la pollution, notamment en fermant des usines et en installant des systèmes de traitement de l'eau.

Mais ces bénéfices s'accompagnent de coûts importants. En termes humains d'abord : des centaines de milliers de personnes ont été déplacées pour laisser place aux gigantesques canaux. La simple augmentation de la taille du réservoir de Danjiangkou a nécessité la relocalisation de 350 000 personnes. Mais ce n'est pas tout : des écosystèmes entiers ont été perturbés et certaines régions du sud, en fournissant l'eau à leurs voisines du nord, commencent à subir des effets négatifs, privées en grande partie de leur ressource la plus précieuse.

Face à ces limites, la Chine poursuit son projet avec une troisième route envisagée à travers le plateau tibétain, une région riche en eau souvent qualifiée de « château d'eau de l'Asie ». Ce projet, encore à l'étude, soulève d'importants défis techniques en raison de l'altitude, des conditions climatiques et des risques sismiques.

Il suscite également des inquiétudes à l'international. Plusieurs fleuves majeurs prenant leur source au Tibet traversent ensuite d'autres pays comme l'Inde ou le Bangladesh. D'éventuels détournements d'eau pourraient donc affecter l'approvisionnement de millions de personnes en aval.

De nombreux experts critiquent également une approche jugée trop centrée sur des solutions techniques. Selon eux, la Chine devrait davantage investir dans la réduction de la consommation, notamment dans l'agriculture, qui reste le principal poste d'utilisation de l'eau.

Un dernier paramètre — et non des moindres — doit également être pris en compte : le changement climatique, qui complique encore la situation. La fonte des glaciers tibétains pourrait, à court terme, augmenter les débits, avant de provoquer une baisse durable des ressources, remettant en question la viabilité même de ces mégaprojets sur le long terme.

Source : Slate.fr · Mots-clés : Monde, Chine, fleuve, eau potable, eau, ingénierie